



VILLE DE GUIPAVAS

AMENAGEMENT DU LOTISSEMENT COMMUNAL DU MENHIR

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

MAITRE DE L'OUVRAGE : MAIRIE DE GUIPAVAS

REGLEMENT DE CONSULTATION

(RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : LE VENDREDI 28 JUIN 2019 A 16H00

REGLEMENT DE CONSULTATION

S O M M A I R E

Article 1 ^{er} – Objet de la mise en concurrence	3
Article 2 – Conditions de la mise en concurrence	3
2.1 Etendue et mode de la consultation	3
2.1 bis Maîtrise d'œuvre	3
2.2 Décomposition en tranches et en lots	3
2.3 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	3
2.4 Options	3
2.5 Variantes	3
2.6 Délai d'exécution	3
2.7 Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.8 Délai de validité des offres	4
2.9 Propriété intellectuelle des projets	4
2.10 Obtention du dossier	4
Article 3 – Présentation des offres	4
Article 4 – Jugement des offres	5
Article 5 – Conditions d'envoi ou de remise des offres	6
Article 6 – Renseignements complémentaires	7
Article 7 – Voies de recours	7

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE LA MISE EN CONCURRENCE

La présente consultation concerne les travaux d'aménagement du lotissement communal du Menhir.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE

2.1 – Etendue et mode de la consultation

La présente mise en concurrence est passée selon la procédure adaptée avec négociation, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Elle contient également des clauses d'exécution qui visent la promotion de l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, et la lutte contre le chômage.

2.1 bis – Maîtrise d'œuvre – Coordination de sécurité

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- GEOMAT, 6 rue de la Marne, 29800 Landerneau, Tél. : 02.98.85.04.96 / Télécopie : 02.98.85.22.98.

2.2 – Décomposition en tranches et en lots

Les travaux seront réalisés en deux phases avec une interruption de travaux entre les deux. Le présent marché se décompose en quatre lots :

- Lot 1 : Terrassement - Voirie – Codes CPV : 45112500-0 / 45233140-2
- Lot 2 : Assainissements EP et EU – Code CPV : 45232410-9
- Lot 3 : Adduction eau potable – Code CPV : 44162500-8
- Lot 4 : Réseaux souples (Basse tension, Eclairage public, Télécom, Fibre et gaz) – Code CPV : 45231112-3

2.3 – Compléments à apporter au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.4 – Options

En tout état de cause, chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (offre de base).

2.5 – Variantes

Sans Objet

2.6 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

2.7 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation ainsi que des renseignements complémentaires éventuels portant sur le cahier des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre vingt dix jours (90 jours) à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.9 – Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.10 – Obtention du dossier

Le dossier de consultation des entreprises pourra être téléchargé sur les sites :

<http://www.e-megalisbretagne.org/> et <http://www.guipavas.bzh>

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes (articles 48 à 54 du Décret du 25 mars 2016) :

- > Déclaration du candidat (imprimés DC1 ou DC2) dûment complétée ou DUME.
- > Une adresse électronique valide et régulièrement consultée.
- > Déclaration sur l'honneur, justifiant d'avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant
- > Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- > Déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction à concourir.
- > Documents ou attestations figurant à l'article D8222-7 du code du travail.
- > Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail.

Les références et capacité de leur entreprise :

- > Attestation d'assurance RC
- > Attestation d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil
- > Carte de qualification professionnelle souhaitée
- > Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

> **Références récentes (> 2016) sur des travaux de nature comparable : Aménagement de lotissements**

> Moyens en personnel et en matériel devant être mis en œuvre pour l'exécution du présent marché

L'usage des formulaires existants (déclaration du candidat DC 1, DC 2 ou DUME) n'est pas obligatoire, mais facilite grandement la présentation des candidatures. Ces documents seront nécessairement à produire par les sociétés attributaires.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peuvent être effectuées par le dispositif DUME.

L'offre comprenant :

1) Un projet de marché

Un acte d'engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.

Détails quantitatifs et estimatifs (DQE)

Un mémoire justificatif pour l'exécution des travaux.

Le candidat est informé que l'Administration souhaite conclure le marché en Euros.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Les critères qui seront pris en compte, lors de l'attribution du marché, sont, par ordre de priorité :

- | | |
|-------------------------|--------------------|
| 1. prix des prestations | pondération = 50 % |
| 2. valeur technique | pondération = 50 % |

Modalités du calcul de notation :

Le prix des prestations et la valeur technique seront notés sur 10 maximum (50 % de 20)

1) Le calcul de la note de prix sera le suivant :

Pourcentage attribué = $50 \times (Y1/Y)$

Y1 = offre la moins disante

Y = offre analysée

Note prix = pourcentage attribué x 20

L'offre la moins disante aura le pourcentage attribué maximum (50 %)

2) Le calcul de la note de valeur technique sera le suivant :

Le calcul de la valeur technique se fera suivant les critères suivants.

2-1 Moyens humains et matériels (25 points)

2-2 Mode opératoire (15 points)

Le candidat détaillera les points suivants.

- Installation de chantier
- Méthode d'exécution des travaux
- Performances des matériaux utilisés et spécificité de mise en oeuvre

2-3 Planning détaillé et délai (10 points)

Calcul de la note finale :

L'ensemble est noté sur 20 maximum, décomposé comme suit :

Note de 10 maximum pour le prix (50 % de 20)

Note de 10 maximum pour la valeur technique (50 % de 20)

Choix du titulaire :

Le candidat désigné par arrêté de Monsieur le Maire, pris par délégation du Conseil Municipal, disposera d'un délai maximum de 10 jours francs à compter de la réception du courrier l'informant que son offre est retenue, pour fournir à la collectivité l'ensemble des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales qui lui incombent.

A défaut de la fourniture de ces certificats dans le délai indiqué ci-dessus, son offre pourra être rejetée par la collectivité sans mise en demeure. Le candidat classé second par la Commission d'Appel d'Offres pourra se voir attribuer le marché, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au :
Vendredi 28 juin 2019 à 16h00

Attention : Les offres seront **obligatoirement transmises par voie électronique** via le profil d'acheteur Mégalis Bretagne à l'adresse suivante : [**https://www.e-megalisbretagne.org/**](https://www.e-megalisbretagne.org/)

Toute offre papier sera rejetée.

L'heure limite retenue pour la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.

Les plis parvenus après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé. En cas de réception de plusieurs offres par un seul et

même candidat, la collectivité n'ouvrira que la dernière offre. Les offres précédentes ne seront pas ouvertes et le candidat en sera avisé.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Le candidat peut choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Les formats de signature électronique acceptés sont : **XAdES, PAdES, CAdES**.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres via la plate-forme : <https://marches.e-megalisbretagne.org/>

Une réponse écrite sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation.

ARTICLE 7 – VOIES DE RECOURS

> Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte - 35000 Rennes.

Tél. 02.23.21.28.28 / Télécopieur : 02.99.63.56.84/ « Télérecours citoyen » : www.telerecours.fr

> Organe chargé des procédures de médiation :

Comités consultatifs de règlement amiable des différents ou litiges relatifs aux marchés publics – 6 quai Ceineray – B.P. 33515 – 44035 Nantes.

Tél. : 02.40.08.64.33

> Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal administratif de Rennes.
